

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 16/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT TREGOR

Zone artisanale de Kerfolic
22220 Minihiy-Tréguier

Références : -

Code AIOT : 0005512509

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT TREGOR implanté lieu-dit le quillio ZONE D ACTIVITE DE CONVENANT - VRAZ 22220 MINIHY-TREGUIER. L'inspection a été annoncée le 18/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôle de la DREAL. La visite a pour objectif de vérifier les suites données aux constats de la précédente inspection du 18 octobre 2018. Le contrôle porte sur les thématiques suivantes :

- Situation administrative;
- Registre des déchets sortants;

- Moyens de lutte contre l'incendie;
- Suivi des rejets aqueux;
- Broyage des végétaux et surveillance des émissions sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT TREGOR
- lieu-dit le quillio ZONE D ACTIVITE DE CONVENANT - VRAZ 22220 MINIHY-TREGUIER
- Code AIOT : 0005512509
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Lannion Trégor Communauté est autorisé, par un arrêté préfectoral du 12 avril 1994 suivi d'un arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 1999, à exploiter une déchèterie, au lieu-dit "le Quillio", sur la commune de Minihy-Tréguier. Un dossier portant sur la réalisation de travaux de réhabilitation a été transmis à la Préfecture par courrier du 17 novembre 2011. Les aménagements et travaux ont été réalisés en 2012.

Les installations relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2710-1b (collecte de déchets dangereux) : la quantité de déchets susceptibles d'être présents est supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes (régime de la déclaration);
- 2710-2a (collecte de déchets non dangereux) : la quantité de déchets susceptibles d'être présents est supérieure ou égale à 300 m3 (régime de l'enregistrement).

Les activités de broyage de déchets verts étant réalisées sur le site, l'installation relève également de la rubrique 2794.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Code de l'environnement du 04/07/2022, article R214-38	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	DECHETS SORTANTS	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
3	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	CAPACITES DE RETENTION	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	COLLECTE DES DEAUX PLUVIALES	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	REJETS	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	DECHETS DANGEREUX	Arrêté Préfectoral du 12/04/1994, article 14	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	STOCKAGE DES DECHETS VEGETAUX	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet
9	SURVEILLANCE DES EMISSIONS SONORES	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, l'inspection a constaté que les modalités de confinement des eaux en cas d'incendie ne sont pas définies et non opérationnelles. Il est demandé la mise en œuvre de mesures correctives, de type organisationnel et technique, permettant de garantir la rétention sur le site des eaux d'incendie et des écoulements susceptibles d'être pollués en cas de sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/07/2022, article R214-38
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Les installations, ouvrages, travaux ou activités doivent être implantés, réalisés et exploités conformément au dossier de déclaration et, le cas échéant, aux prescriptions particulières édictées par arrêté préfectoral mentionnées aux articles R. 214-35 et R. 214-39.
Constats : Les installations relèvent de la procédure d'autorisation et sont encadrées par un arrêté préfectoral du 12 avril 1994 suivi par un arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 1999. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieure à 1 tonne mais inférieure à 7 tonnes. Post-inspection, l'exploitant a transmis, par mail du 9 janvier 2025, un tableau justificatif de la quantité maximale de produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation (4,056 tonnes). L'installation relève donc du régime de la déclaration pour la collecte des déchets dangereux et est soumise à l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1. La quantité de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieure à 300 m ³ (673 m ³ d'après les données de l'exploitant). L'installation relève donc du régime de l'enregistrement pour la collecte des déchets non dangereux et est soumise à l'arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2.

S'agissant de l'activité de broyage de déchets verts réalisée au titre de la rubrique 2794 de la nomenclature des installations classées, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser, le jour de l'inspection, la capacité maximale journalière de broyage (en tonne par jour).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Justifier la quantité, en tonne par jour, de déchets végétaux non dangereux traités
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : DECHETS SORTANTS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : - la date de l'expédition ; - le nom et l'adresse du destinataire ; - la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; - l'identité du transporteur ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ;
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un extrait du registre numérique des déchets dangereux sortants contenant l'ensemble des informations requises pour assurer la traçabilité. Sur site, l'inspection a constaté que les gardiens tiennent à jour un registre "papier" des déchets sortants, y compris des déchets non dangereux, comportant les informations sur la nature des déchets, la date de la demande d'enlèvement, l'identification du prestataire, le numéro de réservation et la date effective d'enlèvement. Les bordereaux de transport sont joints et conservés. La traçabilité est assurée mais l'inspection constate que ce registre "papier" ne contient pas l'ensemble des informations requises par l'arrêté du 31 mai 2021 (il manque notamment le code déchet).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Compléter le registre conformément au contenu défini par l'arrêté du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. <p>Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que chaque gardien est équipé d'un téléphone portable lui permettant d'alerter les services d'incendie et de secours en cas de besoin. Dans les locaux, il n'a pas été constaté d'affichage de plan de localisation des risques facilitant l'intervention des services de secours.</p> <p>L'installation est équipée de plusieurs extincteurs mobiles faisant l'objet des vérifications et entretiens périodiques (le registre de vérification a été présenté, celui-ci est tenu à jour et la dernière vérification a eu lieu en juillet 2024).</p>

Aucun poteau incendie n'est implanté sur le site ou à proximité. A défaut, une réserve d'eau, sous la forme de 2 bassins, est aménagée en partie ouest du site. Cette réserve est clôturée par un grillage et un portail. Le volume de ce bassin n'a pas été précisé mais il est nettement supérieur à 120 m³ (surface du bassin A : environ 200 m², surface du bassin B environ 1180 m²). Un panneau vertical est implanté et mentionne qu'il s'agit d'une réserve incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place et afficher dans les locaux un plan de localisation des risques conformément à l'arrêté ministériel afin de faciliter l'intervention des secours

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : CAPACITES DE RETENTION

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage rétention

Prescription contrôlée :

I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour

l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

IV.-Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

[...]

Constats :

En cas de sinistre, les eaux d'incendie et écoulements susceptibles d'être pollués peuvent être collectés dans le bassin étanche faisant office de rétention. Toutefois, le bassin, qui sert également de bassin de traitement des eaux pluviales, est partiellement rempli et le volume de stockage restant disponible n'est pas connu. La visite a mis en évidence la présence d'une bouche à clé permettant la manœuvre extérieure d'une vanne de fermeture mais aucune clé n'est disponible sur le site et la procédure de confinement des eaux n'est pas connue. Le jour de l'inspection, il est donc constaté que le confinement des eaux n'est pas réalisable. Le bassin est entretenu mais l'inspection a remarqué, au niveau du bassin A, le développement d'un arbuste susceptible de perforer la géomembrane et ne plus garantir son étanchéité.

Le local de stockage des déchets dangereux est aménagé sur un dispositif de rétention. Il a été constaté un manque de propreté de la rétention pouvant réduire ses capacités. Post-inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande (signé du 18/12/2024) pour le nettoyage de la rétention du local de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à disposition une clé de manœuvre de la vanne de confinement (bassin A et bassin B) et mettre en place une procédure relative au confinement des eaux en cas d'incendie.
Justifier le volume nécessaire pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie (calcul selon le guide D9A - Guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction).
Transmettre les justificatifs de la réalisation effective du nettoyage des rétentions du local des déchets dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : COLLECTE DES DEAUX PLUVIALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les eaux pluviales de l'ensemble du site sont collectées et dirigées vers les deux bassins de rétention (bassin A et B). D'après le dossier relatif aux travaux de réaménagement (2011), le bassin A collecte les eaux de la plateforme des déchets verts et le bassin B les eaux de la déchetterie. Chaque bassin est équipé d'une vanne d'isolement. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué l'emplacement du séparateur d'hydrocarbure, en aval du bassin B. Post-inspection, l'exploitant a remis la facture justifiant que l'entretien de l'équipement est réalisé (nettoyage réalisé le 31/07/2024, avec le numéro de bordereau de suivi des déchets - BSD-20240704-1R23FS9EV).

Les plans relatifs au réaménagement de la déchetterie indiquent que le séparateur d'hydrocarbure est implanté en amont des bassins. L'exploitant a remis à l'inspection un plan topographique mais le plan ne fait pas clairement apparaître l'emplacement du séparateur, l'emplacement des vannes de confinement et point de mesure du rejet. L'inspection souhaite obtenir des précisions sur la gestion des eaux pluviales sur ce site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'inspection un plan de gestion des eaux du site avec la localisation des dispositifs de traitement, localisation des vannes de confinement, poste de relèvement. Détailler la gestion des eaux pluviales sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : REJETS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO5 : 800 mg/l.

Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant procède à l'analyse des rejets aqueux de l'installation en sortie du bassin. Les 2 derniers rapports faisant suite aux prélèvements du 04/04/2023 du 19/03/2024 ont été remis à l'inspection.

L'analyse porte sur les paramètres suivants:

- Hydrocarbures totaux
- Matières en suspension
- Demande chimique en oxygène
- Demande biologique en oxygène

Les résultats de l'analyse montrent un respect des valeurs limites d'émission.

L'inspection constate que l'ensemble des paramètres prévus par l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 n'est pas pris en compte. L'exploitant n'assure pas la surveillance des polluants spécifiques et leurs valeurs limites suivantes:

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter l'analyse des rejets avec l'ensemble des paramètres figurant dans l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : DECHETS DANGEREUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/1994, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Huiles de moteurs usagés

Prescription contrôlée :

Les huiles usagées sont recueillies et stockées dans des conditions satisfaisantes de séparation à l'égard de tout autre produit liquide ; Les unités de stockage des huiles usagées doivent être étanches et fractionnées en unités élémentaires de 1500 litres maximum. Les récipients doivent être stabilisés par leur propre poids. A défaut, une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité total de stockage.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'installation d'une cuve de récupération des huiles. Une jauge permet au gardien de vérifier le volume présent. L'exploitant déclare que les jauges sont contrôlés tous les 10 jours environ. L'inspection constate l'épanchement d'huile au sol. De l'absorbant a été dispersé pour contenir l'huile répandue par les usagers lors du déversement. Il est constaté le stockage de fûts qui ne sont pas disposés sur cuvette de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Améliorer l'état de propreté du local de stockage des huiles et prendre les dispositions pour éviter les écoulements lors du déversement par les usagers.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : STOCKAGE DES DECHETS VEGETAUX

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrant ou après broyage. La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la hauteur des tas de déchets verts est inférieure à 3 mètres. Les opérations de broyage sont réalisées à la fréquence d'une semaine par mois selon les déclarations de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS SONORES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies [...]. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation. [...]</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant procède à la surveillance des émissions sonores tous les 3 ans. Le rapport de la dernière campagne de mesurage (réalisée le 06/08/2024) a été transmis à l'inspection. Les résultats montrent un respect de l'émergence dans la ZER et un respect des niveaux sonores en limites de propriété. L'inspection fait remarquer que le mesurage du bruit a été réalisé hors activité de broyage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la prochaine campagne de surveillance du émissions sonores, procéder aux mesures dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, notamment durant la phase de fonctionnement du broyage et sur une durée d'une demi-heure au moins.

Type de suites proposées : Sans suite